



urbanistes.com
le site de la Société Française des Urbanistes

LES RENDEZ-VOUS DE LA SFU

L'ACCUEIL DES MIGRANTS

Un enjeu d'urbanisme

Zoom du 29 Novembre 2021

Accueil des Migrants dans les villes et les territoires

- ▶ **Chantal GUILLET** - *Juriste et urbaniste - Secrétaire Générale du Conseil Européen des Urbanistes et Secrétaire Générale de la Société Française des Urbanistes (SFU)*
- ▶ **Catherine VILQUIN** - *Architecte et urbaniste - Déléguée de la Chambre des Urbanistes de Belgique (CUB) et administratrice du Conseil Européen des Urbanistes*



1 | Les données



Droit au Logement Digne

- ▶ **Le droit à un logement digne est un droit fondamental** au même titre que la nourriture et l'habillement inscrit dans les textes internationaux et européens.
- ▶ Il figure dans les **Constitutions** belge et française.

Les traités relatifs au droit universel au logement et à l'accueil des réfugiés

► Internationaux :

- La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de l'ONU le 10 décembre 1948, contractualisée le 16 décembre 1966 par le Pacte International de l'ONU qui consacre dans son article 25 le droit au logement pour tous
- La convention de Genève du 28 juillet 1951 et son protocole du 31 janvier 1957

► Européens :

- La convention de Dublin de 1990, puis règlement de Dublin 2013, en cours de réforme
- Le traité d'Amsterdam de 1993
- Le traité de Lisbonne de 2009



Les définitions au regard des règles d'accueil

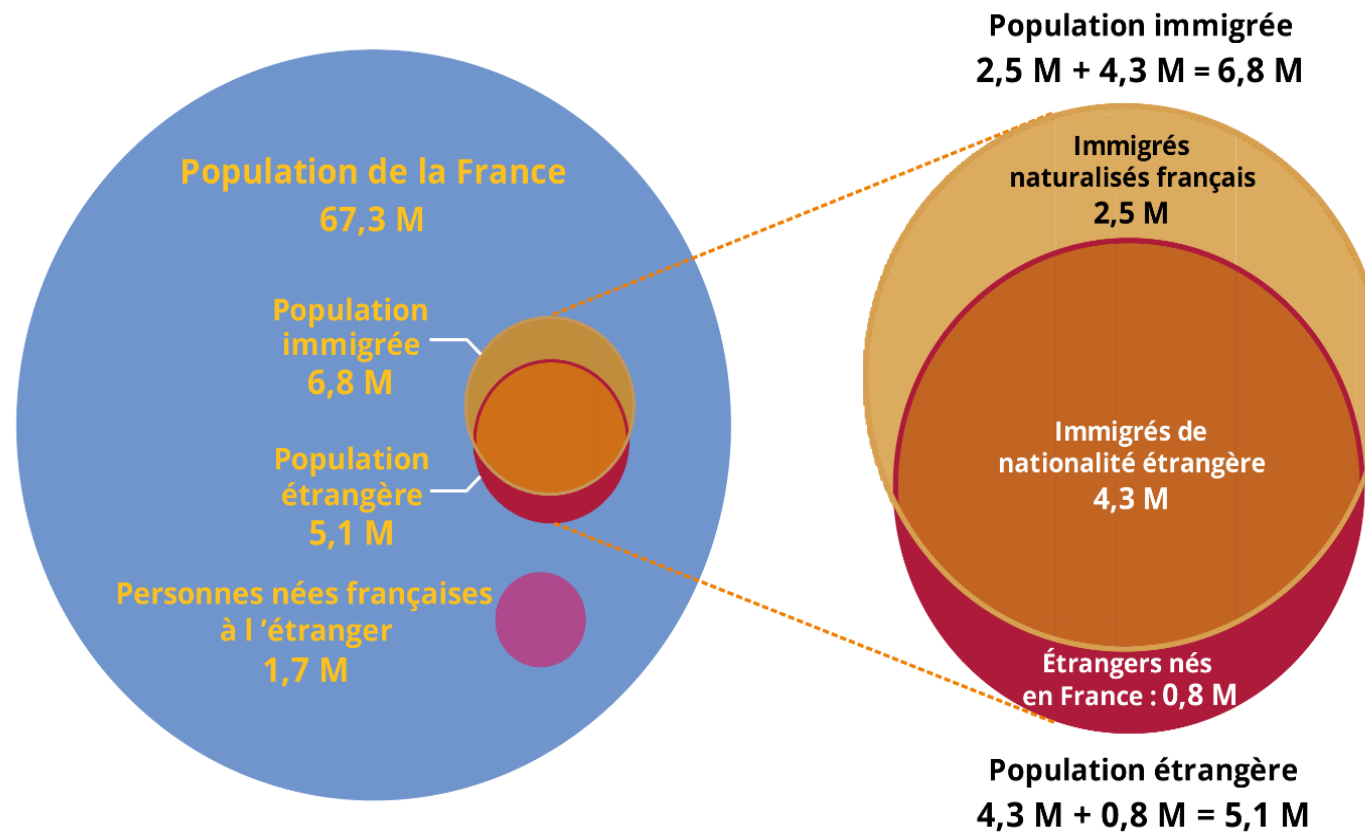
Les personnes fuyant la guerre et la misère présentes dans leur pays d'origine et recherchant une protection dans nos pays sont d'abord des êtres humains –

Cependant, au regard des règles d'accueil, des définitions existent :

Migrant, Réfugié, Demandeur d'asile

Les vrais chiffres de l'immigration en France

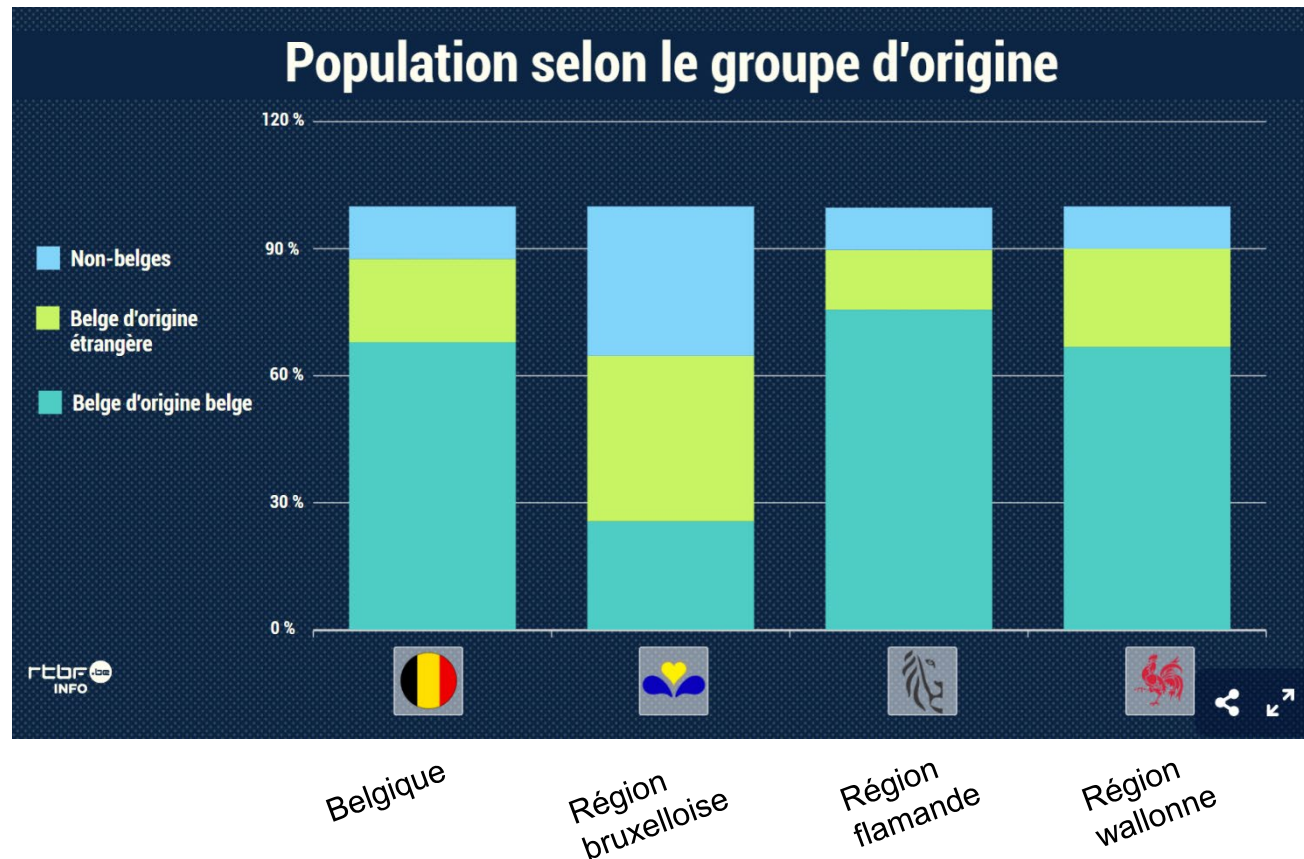
- ▶ En France en 2020, 6,8 millions d'immigrés (personnes nées à l'étranger) vivent en France , soit 10,2 % de la population totale.
- ▶ 2,5 millions d'immigrés, soit 36 % d'entre eux, ont acquis la nationalité française.



Source INSEE

Les vrais chiffres de l'immigration en Belgique

- ▶ En Belgique, sur une population de 11,5 millions d'habitants, les Non-belges représentent 12,4%, les Belges d'origine étrangère représentent 19,7%, et les Belges d'origine belge représentent 67,9 %.
- ▶ Le nombre d'étrangers a augmenté, passant de 1.255.286 (11,2 %) début 2015, à 1.426.651 (12,4 %) début 2021.





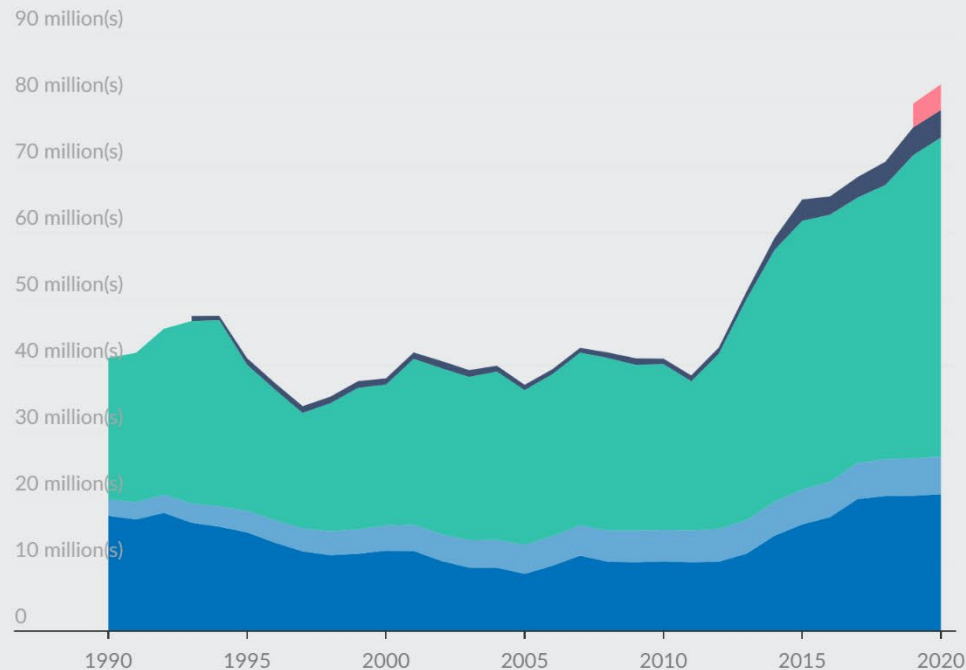
2 | Les besoins

Les besoins d'accueil

82,4 millions de personnes étaient déracinées à travers le monde

à la fin 2020, en raison de la persécution, des conflits, des violences, des violations des droits humains ou d'événements troublant gravement l'ordre public.

■ Réfugiés (relevant de la compétence du HCR)
■ Réfugiés palestiniens (relevant de la compétence de l'UNRWA) ■ Déplacés internes*
■ Demandeurs d'asile ■ Vénézuéliens déplacés à l'étranger**



18 juin 2021

* Source : IDMC

** Ce chiffre ne comprend pas les demandeurs d'asile et les réfugiés vénézuéliens

Source: Tendances mondiales 2020 du HCR

Réfugiés (relevant de la compétence du HCR)

20,7 million(s)

Réfugiés palestiniens (relevant de la compétence de l'UNRWA)

5,7 million(s)

Déplacés internes*

48 million(s)

Demandeurs d'asile

4,1 million(s)

Vénézuéliens déplacés à l'étranger

3,9 million(s)

18 juin 2021

* Source : IDMC

Source: Tendances mondiales 2020 du HCR

Les demandes d'asile

En 2020, les 27 Etats membres de l'Union Européenne ont accordé une protection internationale à **281.035 personnes** (*). Qu'en est-il de la France et de la Belgique ?

FRANCE (*Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides - OFPRA*)

2016 → **85.726 demandes** (octroi 30,9%)
2017 → **100.755 demandes** (octroi 31,7%)
2018 → **123.625 demandes** (octroi 38,2%)
2019 → **132.614 demandes** (octroi 38,2%)
2020 → **81.700 demandes**

- En France, le nombre de reconnaissance de l'une de ces protections internationales est en constante augmentation (**)

BELGIQUE (*Office des Etrangers*)

2016 → **18.710 demandes** (octroi 57,7%)
2017 → **19.688 demandes** (octroi 50,7%)
2018 → **23.443 demandes** (octroi 49,1%)
2019 → **27.742 demandes** (octroi 36,9 %)
2020 → **16.190 demandes** (octroi 34,1 %)

- Cette diminution est principalement due au fait que le nombre de décisions d'irrecevabilité a continué à augmenter (***)



La réinstallation(*) - le Pacte Global des Migrations UNHCR 2018

Pour 2020, l'UNHCR estime le nombre de personnes qui auront besoin d'être réinstallées dans le monde à **1,44 million** (**). Actuellement l'UE accueille **3% des personnes en besoin** (50.000 réfugiés), les Nations Unies demandent que l'UE augmente cet accueil à **17,3% d'ici 2025** (250.000 réfugiés) au vu du niveau économique de l'UE (***).

FRANCE (*Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides - OFPRA*)

2018/19 → **10.000 réfugiés réinstallés** (quota de 10.000 personnes)

2020/21 → déjà **1.200 réfugiés réinstallés** (quota de 5.000 personnes)

BELGIQUE (*Office des Etrangers*)

2018/19 → **1.041 réfugiés réinstallés** (quota de 2.000 personnes)

2020/21 → déjà **176 réfugiés réinstallés** (quota de 1.676 personnes)



Les sans-papiers

En Europe, près de 5 millions de personnes sans papiers vivent quasiment sans droit.

Nombre d'étrangers en situation irrégulière:

- ▶ Grande Bretagne: 1.000.000 à 1.500.000 personnes
- ▶ Allemagne : 1.000.000 personnes
- ▶ France : 600.000 à 700.000 personnes
- ▶ Italie : 600.000 à 700.000 personnes
- ▶ Belgique : 110.000 à 150.000 personnes



Le Besoin de Logements Sociaux

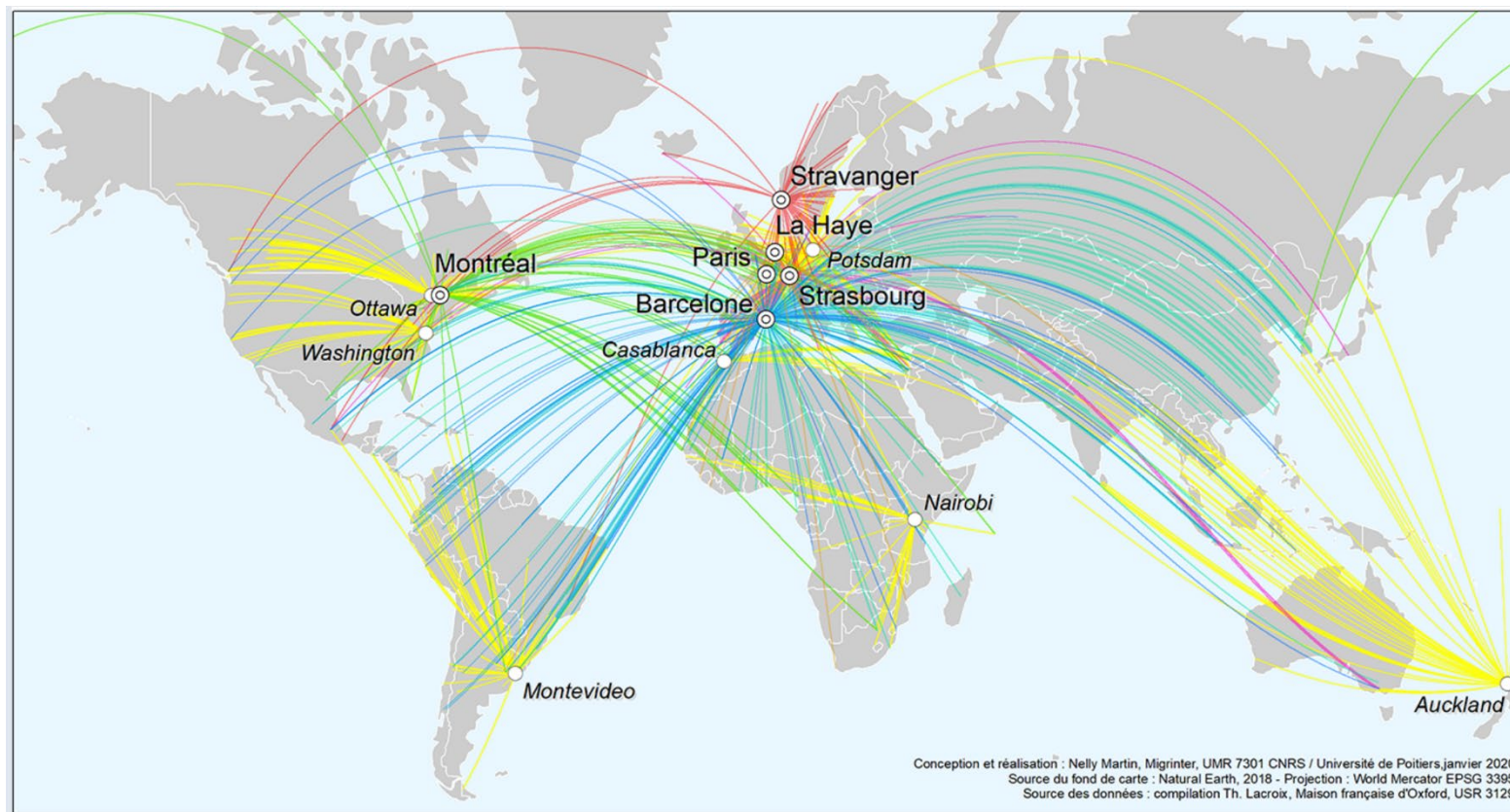
Le manque crucial de logements sociaux est exploité par les marchands de sommeil

- ▶ **Les chiffres en France en 2020**
- ▶ 5,1 millions de logements sociaux.
- ▶ 4 millions de personnes mal logées ou sans- logement.
- ▶ Programme de 250.000 nouveaux logements sociaux en 2021 et 2022.
- ▶ Objectif de mobilisation de 10 000 logements pour les réfugiés



3 | Les actions

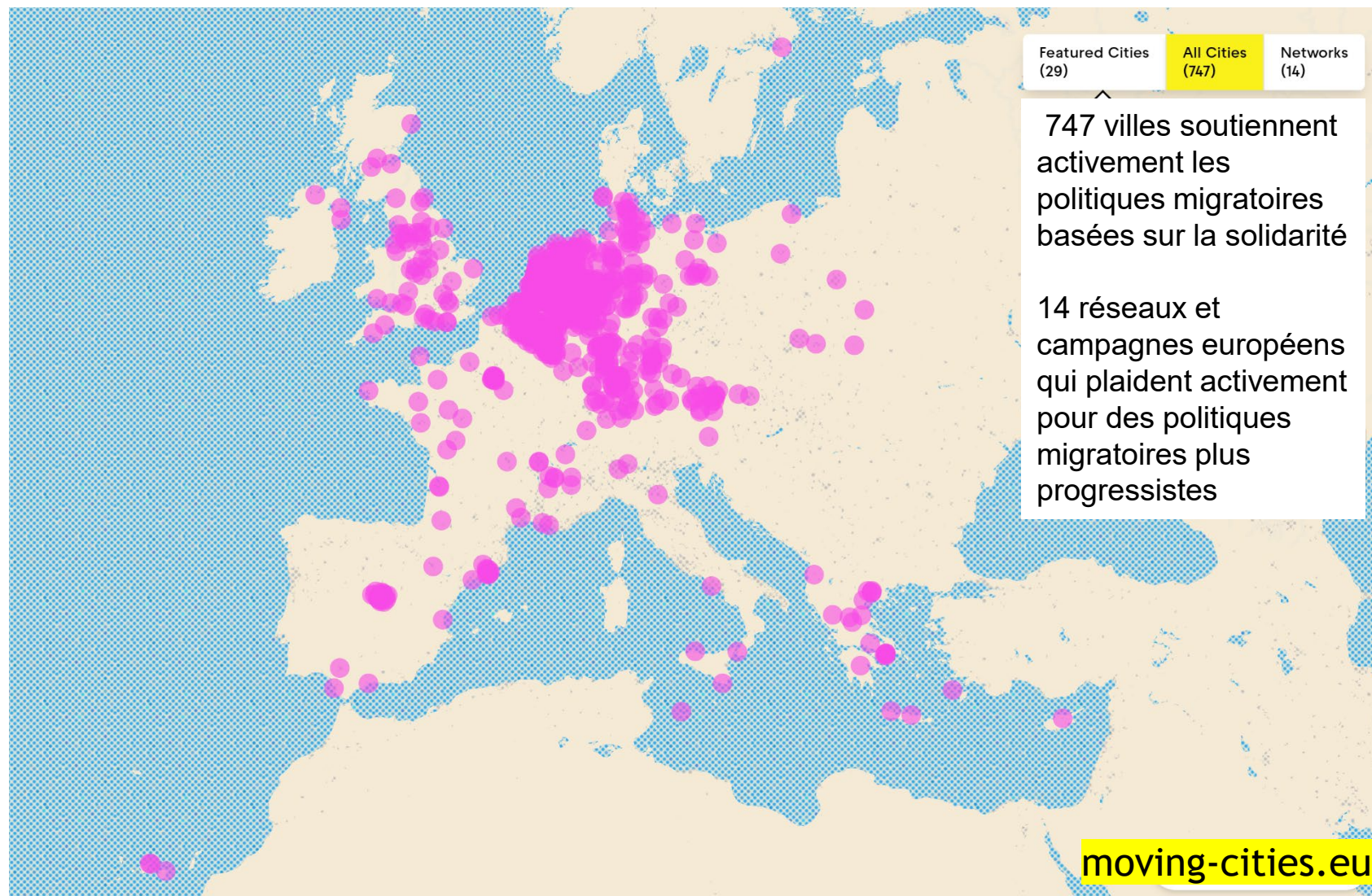
Villes accueillantes : un réseau mondial



Huit réseaux mondiaux de villes investies sur les questions migratoires

- | | |
|--|---|
| — Coalition internationale des villes inclusives et durables (ICCAR) | — Réseau international des villes-refuges (ICORN) |
| — Inclusion sociale, démocratie participative et droits humains (commission du CGLU) | — Réseau Metropolis |
| — Observatoire des maires sur le vivre ensemble (OMVE) | — Parlement global des maires (GMP) |
| — Observatoire des villes inclusives (OVI) | ⊙ Siège ou secrétariat de réseau international |
| — Réseau des villes interculturelles (ICN) | ○ Siège de coalition régionale du réseau ICCAR |

747 villes accueillantes en Europe





Villes accueillantes en France et en Belgique

« **Villes accueillantes** » en France | « **Communes hospitalières** » en Belgique | « **Seebrücke** » en Allemagne | « **Villes rebelles** » en Italie | « **Villes sanctuaires** » en GB et au Canada | « **Welcoming cities** » aux E.-U. → de plus en plus de termes émergent pour décrire l'éclosion de villes qui dénoncent les politiques de fermeture des frontières et se positionnent en faveur de l'accueil des personnes exilées.

FRANCE : « ANVITA - Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants » → 53 territoires (*)

Véritable espace de mobilisation politique, l'ANVITA coordonne une stratégie de plaidoyer commune pour défendre l'accueil et plaider pour une meilleure participation des collectivités locales aux politiques nationales d'accueil.

BELGIQUE : « *Communes hospitalières* » / « *Solidaire Gemeenten* » → 126 villes et villages

Une municipalité hospitalière est une municipalité qui, en votant une motion, s'engage à au moins deux choses : **sensibiliser la population** aux questions migratoires et **améliorer l'accueil des migrants**, quel que soit leur statut, dans le respect de leurs droits. (**)

La ville accueillante serait-elle l'occasion de revitaliser et de renouveler les politiques urbaines pour tous ?



Villes accueillantes : financements

- ▶ En Europe, le réseau [Eurocités](#) militait pour la création d'instruments de financements de l'Union qui bénéficieraient directement aux municipalités sans passer par la médiation des États. Par un accord de décembre 2020 le Parlement Européen et le Conseil ont garanti que les fonds « Asile, migration et Intégration » (9,882 milliard d'euros) pourront être alloués à des autorités locales et régionales qui mettent en place des mesures soutenant l'intégration dans leur communauté.
- ▶ Autre exemple, celui du programme [« Urban Innovative Action »](#) qui attribue des financements directs aux villes sous la forme de bourses, de transferts de fonds, ou de financements de partenaires locaux pour la mise en place de politiques innovantes en matière d'accueil et d'intégration.
- ▶ En France, la Délégation ministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés propose un contrat « Territoires d'intégration ». Ce dispositif doté d'un budget national de 9 millions d'euros permet de soutenir des actions particulières en faveur des **réfugiés** en plus des dispositions déjà existantes (cours de français, aide au logement, aux démarches administratives). Le 17^e contrat territorial d'accueil et d'intégration a été signé ce 16 novembre 2021 entre l'Etat et la ville de Marseille.

Quand les villes montrent la voie...

Riace (Italie)

- Tenter de répondre à la désertification de son village en proposant à des familles de migrants **d'occuper les logements abandonnés**.

Chaux-de-Fonds (Suisse)

- Le conseil municipal a voté en faveur de la création d'une **carte d'identité municipale**. Cette carte permettrait d'emprunter des livres à la bibliothèque, faire une demande de logement à la gérance de la ville, de servir de monnaie locale ou encore de titre de transport.

Halle (Allemagne)

- Depuis 2016, la ville de Halle a suivi un modèle progressif pour que les réfugiés puissent **emménager dans leur propre maison** plus rapidement que dans d'autres villes. Comme le marché du logement à Halle est relativement détendu, la **ville a commencé à louer environ 700 appartements « Integrationswohnungen »** auprès de sociétés de logement municipales.

- Début 2017, 44 % des demandeurs d'asile à Halle étaient déjà **intégrés au marché du logement régulier**.

Livadia (Grèce)

- Grâce au programme d'aide d'urgence à l'intégration et au logement (ESTIA), depuis 2016, un total de **1500 réfugiés vivent dans des appartements** dans la ville de Livadia.
- L'**hébergement des migrants dans le centre-ville** plutôt que dans les hot spots a créé une situation bénéfique pour les migrants et **l'économie locale**. Des appartements autrefois vides pouvaient maintenant être loués, fournissant un **revenu important aux propriétaires** de la maison, aux **entrepreneurs locaux** ainsi qu'à d'autres **fournisseurs de services**.

Quand les villes montrent la voie...

Berlin (Allemagne)

- La ville a amélioré l'accès au logement pour les demandeurs d'asile en **supprimant les barrières bureaucratiques**, en établissant un **point de contact central pour les propriétaires** et en leur offrant un **soutien financier**.
- Contrairement à ce qui se passe dans d'autres États fédéraux, les **frais de logement jusqu'à 750 euros par personne, par mois**, sont également couverts pendant la procédure d'asile, conformément à la loi sur les prestations aux demandeurs d'asile.

Amsterdam (Pays-Bas)

- En 2018, le nouveau gouvernement de coalition de gauche d'Amsterdam a annoncé son intention de créer des **refuges (jour et nuit) pour 500 migrants sans papiers** dans le cadre de son « Programme pour les migrants sans papiers ».
- Ils peuvent rester dans ces refuges **jusqu'à 18 mois et travailler dans une perspective durable** grâce à une assistance professionnelle. Cette perspective durable peut comprendre l'obtention d'une résidence légale, la migration vers un autre pays ou le retour dans le pays d'origine. Les migrants non-documentés sont protégés contre la détention pendant leur séjour dans ces refuges.

Utrecht (Pays-Bas)

- Plan Einstein Overvecht : centres d'asile « sensibles au contexte » qui sont plus **inclusifs** et qui **profitent autant aux réfugiés qu'aux autres résidents du quartier**.
- Dans le cadre du projet pilote, les jeunes locaux et les réfugiés ont **partagé des espaces « libres » et des aires communes**. Ce faisant, ils visaient à mieux intégrer le centre d'asile au sein du quartier et à permettre des rencontres sur un pied d'égalité, telles que des intérêts communs, des réfugiés et d'autres locaux profitant mutuellement

Villes accueillantes : quid des camps?

- **Expérience de Grande-Synthe en 2015-2017** → Alors que l'on croyait jusque-là que les besoins fondamentaux se limitaient à tout ce qui est physiologique (manger, dormir, se laver, pouvoir aller aux toilettes...), on comprend aujourd'hui que ces besoins sont beaucoup plus larges et qu'on ne peut se contenter de ne satisfaire que les premiers : en effet, la reconnaissance, la cohérence, l'échange, la réflexion, l'affection sont aussi fondamentaux que les besoins physiologiques



La ville accueillante - Accueillir à Grande-Synthe - PUCA

Question théoriques et pratiques sur les exilés, l'architecture et la ville

COLLECTION | PARTENAIRES

La **Ville Accueillante** est un **projet** de recherche-pédagogie-action qui s'est mis en place à partir de l'expérience de **Grande-Synthe** entre 2015 et 2017, quand la Mairie, **Médecins Sans Frontières** et de nombreuses **associations** ont tenté de mettre en place une réponse coordonnée à cette crise de l'accueil.

Cet ouvrage est le fruit d'une recherche soutenue par le **PUCA** réalisée dans le cadre du Programme de recherche "**L'accueil, la circulation et l'installation des migrants**"



Villes accueillantes : quid des camps?

Stuttgart (Allemagne)

→ Les camps, bien que construits en bâtiments modulaires, sont **conçus comme des quartiers de ville**, ne sont pas fermés du tout, sont **situés au centre des bourgs**, et on n'y voit ni vigiles ni gardes.

L'**autogestion des habitants en partenariat avec les villes** fixe le fonctionnement quotidien des lieux.

→ des **immeubles partagés** ont été construits pour accueillir aussi bien des réfugiés que des Allemands ; tout y a été mis en place pour favoriser les **activités en commun** de tous

Lesbos (Grèce)

→ Dans le « village d'accueil » de Kara Tepe, à Lesbos, tout a été pensé pour que **le nouveau quartier soit le vecteur d'activités économiques locales** aussi bien pour les nouveaux que les anciens habitants de la petite ville de Mytilène.

Athènes (Grèce)

→ La ville a opté pour un faisceau de solutions pour l'accueil, reconnaissant notamment **la gestion de squats par des mouvements politiques** comme faisant partie de la réponse.

Mayotte

→ On a cessé de parler de bidonvilles, mais plutôt de « **quartiers spontanés** », avec toute la différence sémiologique portée par ces termes. Les politiques de destruction sont remplacées peu à peu par des **politiques de requalification urbaine**.

Dans les villages et villes moyennes en France : « l'accueil à villages humains »

Libération Samedi 23 et Dimanche 24 Octobre 2021

www.liberation.fr • facebook.com/liberation • @libe



Dans le centre d'hébergement de Pessat-Villeneuve (Puy-de-Dôme), le 13 octobre. PASCAL AIMAR. TENDANCE FLOUE

LUZY 58

Habitants	1982
Mairie	divers gauche
Accueil	jusqu'à 60 demandeurs d'asile
Depuis	2018
Structure	SHUDA Structure d'hébergement d'urgence pour les demandeurs d'asile

Ferrette 68

Habitants	770
Mairie	sans étiquette
Accueil	jusqu'à 80 demandeurs d'asile
Depuis	2016
Structure	Cada Centre d'accueil de demandeurs d'asile

Pessat-Villeneuve 63

Habitants	678
Mairie	divers gauche
Accueil	jusqu'à 60 réfugiés
Depuis	2017
Structure	CPH Centre provisoire d'hébergement

Notre-Dame-de-l'Osier 38

Habitants	497
Mairie	sans étiquette
Accueil	jusqu'à 10 réfugiés en insertion
Depuis	2019



EN CONCLUSION

Nous, urbanistes, en tant que professionnels de l'aménagement du territoire et de la conception du **vivre-ensemble**, comment pouvons-nous aider les villes et territoires à **opérationnaliser leurs objectifs en matière d'accueil et d'inclusion**?

Il y a un besoin urgent de **créativité** pour développer des **projets hybrides, novateurs, temporaires, flexibles** pour répondre aux multiples besoins en logements.

Une façon de faire avancer les discours et les mentalités, n'est-elle pas de montrer des **réalisations de projets réussis**?

Penser des stratégies d'intégration de centres d'asile dans les centralités urbaines et villageoises: pour créer du lien et de l'autonomie.

Démontrer les opportunités de redynamisation urbaine : requalification de logements vides, implication dans l'économie locale et la vie sociale.

Agir face aux camps, bidonvilles et autres squats: les installations temporaires, comment les aborder ?

ALORS, AU TRAVAIL! Ces questions n'attendent pas